

10 PROGRÈS

SÉCURITÉ ET DROITS DE L'HOMME



Ministère des Affaires Étrangères République de Colombie

2002 - 2009



1 RÉDUCTION DES HOMICIDES



**2 RÉDUCTION DES HOMICIDES DE
SYNDICALISTES**

**3 RÉDUCTION DES HOMICIDES D'ENSEIGNANTS
SYNDIQUÉS**

4 RÉDUCTION DES ENLÈVEMENTS

5 VICTIMES DE MASSACRES



6 DÉMOBILISÉS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

7 PERSONNES DÉPLACÉES

8 PROTECTION DE GROUPES VULNÉRABLES

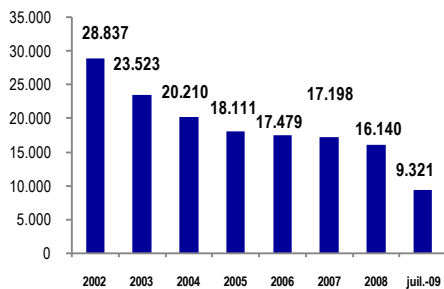


9 PROGRÈS LOI JUSTICE ET PAIX

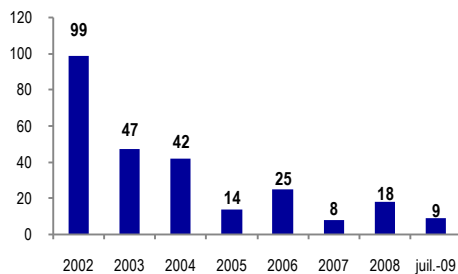
10 FAMILLES GARDES - FORESTIERS

Juillet 2009

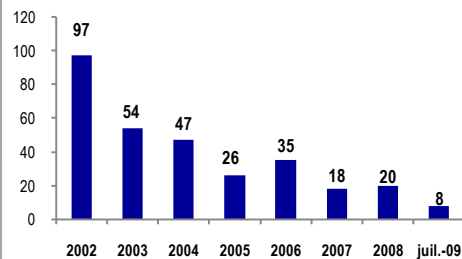
1 RÉDUCTION DES HOMICIDES



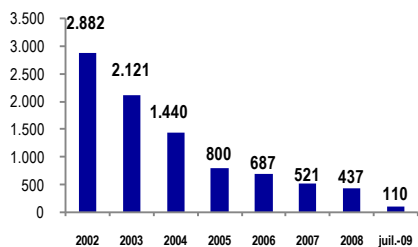
2 RÉDUCTION DES HOMICIDES DE SYNDICALISTES



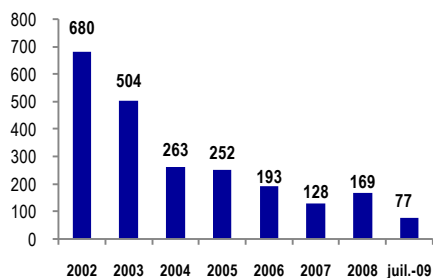
3 RÉDUCTION DES HOMICIDES D'ENSEIGNANTS SYNDIQUÉS



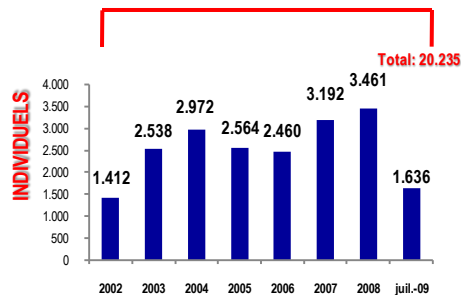
4 RÉDUCTION DES ENLÈVEMENTS



5 VICTIMES DE MASSACRES

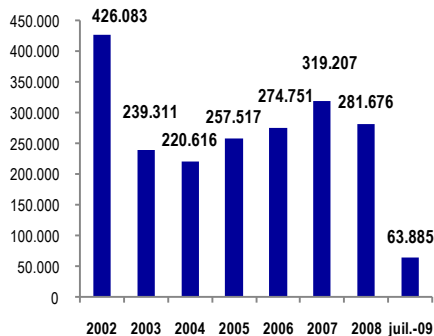


6 DÉMOLISÉS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

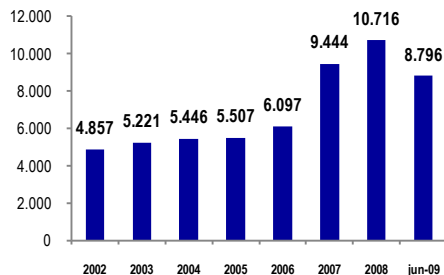


COLLECTIFS: 31.670 Membres des autodéfenses se sont démobilisés de manière collective.

7 PERSONNES DÉPLACÉS



8 PROTECTION DE GROUPES VULNÉRABLES



À mai 2009

- 1.402 Syndicalistes protégés
- 550 ONG Protégées

9 PROGRÈS LOI JUSTICE ET PAIX

• Depuis 2006, plus de 30.000 victimes ont reçu un accompagnement de la part de la Commission nationale de réparation et de réconciliation.

• Étant donné que 80% des victimes ne connaissent pas leurs bourreaux, on a créé en avril 2008 le programme de réparation par voie administrative qui, financé par le budget national, permet d'accorder des mesures de réparation.

• Le Fond de Réparation pour les Victimes a été créé par la Loi de Justice et Paix. Il est formé par les biens remis par les individus ou des groupes armés illégaux, par le Budget de la Nation et des dons en liquide ou en nature. Au juillet - 2009, le Fonds de Réparation pour les Victimes a reçu des biens évalués à 27.798 milliards de pesos.

10 FAMILLES GARDES-FORESTIERS



• Jusqu'à juillet 2009, 104.315 **Familles de Gardes - Forestiers** comprenant des contrats actifs et des familles diplômées.

10 PROGRÈS - SÉCURITÉ ET DROITS DE L'HOMME

Juillet 2009

Source: Présidence de la République - Ministère de la Défense, Ministère de l'Intérieur et de la Justice, Action Sociale, Observatoire des Droits de l'Homme